Ainsi donc, poser en principe que le domaine de l'homme ne peut s'étendre au-delà du produit de son activité, ce n'est pas seulement supprimer la propriété du sol et des autres avantages naturels : C'est du même coup supprimer le droit de propriété sur les récoltes, sur toutes les matières tirées du sol et façonnées par l'industrie humaine ; c'est même supprimer ou du moins rendre illusoire le droit de l'ouvrier à son salaire. Car qu'est-ce que le droit au salaire, si l'ouvrier n'acquiert pas la propriété de ce qui lui est donné en échange de son travail ?

Bien certainement, ce n'est pas à de telles conséquences que voulaient arriver les théoriciens du congrès, eux qui cherchent avant tout à protéger les intérêts de l'ouvrier. Il faut donc qu'ils modifient leur principe, et qu'ils admettent que *l'homme peut avoir la propriété, non seulement du produit de son travail, mais encore de l'objet même auquel ce travail est appliqué*, à condition toutefois que le fonds ainsi façonné par l'exercice de son activité ne soit pas déjà la propriété d'un autre. De cette façon et de cette façon seulement, ils justifieront le droit de propriété qu'ils reconnaissent aux hommes " sur les récoltes qu'ils ont préparées, sur les maisons qu'ils construisent." Mais de cette façon aussi ils sont contraints d'admettre pour les individus le droit de s'approprier le sol et ses autres avantages naturels.

Lorsqu'un homme défriche un terrain, qu'il le cultive, que de stérile qu'il était il le rend productif, est-ce qu'il ne le modifie pas et le transforme tout autant qu'il modifie et transforme les matériaux qui entrent dans la construction d'une maison ? Si on lui reconnaît donc le droit de propriété sur tout objet non possédé par un autre, pour cela seul qu'il y applique son travail et le façonne, comment peut-on logiquement lui dénier le droit de propriété sur le sol ainsi amélioré ?

Cela est si évident, qu'on ne peut lui refuser ce droit sans ruiner le principe fondamental admis par tous les socialistes et reconnu expressément par nos théoriciens, le droit incontesté et incontestable qu'a tout homme au produit de son travail, au fruit de son labeur.

" La force de ces raisonnements, dit Léon XIII, est d'une

" quelques épargnes, et si pour s'en assurer la conservation, il les a par exemple réalisées dans un champ, il est de toute évidence que ce champ n'est pas
 " autre chose que le salaire transformé ; le fonds ainsi acquis sera la propriété de
 " l'artisan au même titre que la rémunération même de son travail. Mais qui ne
 " voit que c'est précisément en cela que consiste le droit de propriété mobilière et immobilière ? "